

Œuvres : janvier 1909

Léon Trotsky

La nouvelle Turquie

Les "jeunes Turcs" ont atteint le zénith de leur influence. Ils ont une majorité au parlement que préside l'un des leurs. Le Sultan ne cesse de donner l'accolade à d'anciens mutins que la diplomatie européenne voudrait étouffer sous les baisers...

Beaucoup d'années se seraient-elles donc écoulées depuis le jour où Ahmed Riza, un émigré vivant à Paris, rédacteur d'une feuille clandestine, en appela à la première conférence internationale de la Hague pour défendre le peuple turc contre la tyrannie déchaînée par Constantinople ? On mit à la porte sans ménagement l'émigré turc. Pas une seule oreille diplomatique n'était prête à l'écouter. Le gouvernement hollandais menaça de l'expulser du pays comme "étranger fauteur de troubles". Il essaya en vain de s'adresser à des parlementaires influents, ils refusèrent de le recevoir. Le socialiste Van Kol fut le seul à lui apporter un soutien, organisant une réunion sous sa présidence où Ahmed Riza appela les participants à la solidarité.

Aujourd'hui, au contraire les représentants semi-officiels des gouvernements européens s'empressent d'assurer le nouveau président de Turquie qu'il bénéficie légitimement de la bonne volonté de tous les gouvernements d'Europe.

Bülöw n'hésite pas à déclarer au Reichstag qu'il tient en haute estime les officiers turcs héros du coup d'état révolutionnaire ("*nous nous souviendrons de ce que vous avez dit, M. le Chancelier du Reich*", devait écrire Parvas, commentant ce discours.)

La victoire est le plus fort des arguments et le succès constitue la plus efficace des recommandations. Mais quel est le secret de la victoire et où réside l'explication de cet étonnant succès ? A ce sujet, le journal *Rech* a écrit en critiquant la gauche qu'en Turquie, les différentes classes de la société s'étaient engagées ensemble dans la lutte en préservant la hiérarchie existant entre elles dans la vie économique du pays, les classes économiquement dominantes ont donc conservé leur hégémonie sur les masses dans la révolution - d'où la victoire.

Et Novoye Vremya, de son côté, sur un ton d'hypocrisie moralisante, s'adresse aux Cadets pour souligner que les "jeunes Turcs", à l'inverse des libéraux doctrinaires de Russie, ont fermement brandi le drapeau du nationalisme patriotique et ne se sont pas écartés un instant des croyances monarchistes et religieuses du peuple - et que c'est pour cela qu'ils ont accédé au pouvoir. Comme dans le domaine politique dans la vie privée, il n'y a rien de meilleur marché que la morale, rien de meilleur marché, mais rien d'aussi inutile. Nombre de gens, néanmoins, y trouvent un certain attrait, car cela leur épargne d'examiner le mécanisme objectif des événements.

Qu'est-ce qui explique le retentissant triomphe des "jeunes Turcs", leur victoire arrachée presque sans sacrifice, ni effort ?

Dans sa signification objective, une révolution est une lutte pour le pouvoir d'Etat. Celui-ci repose directement sur l'Armée. C'est pourquoi toutes les révolutions dans l'histoire ont posé abruptement la question : de quel côté se trouve l'armée ? Et il a été répondu, d'une manière ou d'une autre à cette question. Dans le cas de la révolution en Turquie - et cela lui donne sa physionomie particulière - c'est l'armée elle-même qui s'est mise en avant comme porteuse des idées libératrices. En conséquence, une nouvelle classe sociale n'a pas eu à surmonter une résistance armée de la part de l'ancien régime mais, au contraire elle a pu se contenter du rôle de chœur de soutien aux officiers révolutionnaires qui entraînaient leurs hommes contre le gouvernement du Sultan.

Par ses origines et ses traditions historiques, la Turquie est un Etat militaire. Actuellement, elle est la première parmi les Nations européennes pour ce qui est de la taille relative de son armée. Une grande armée exige un nombre considérable d'officiers dont certains sont sortis des rangs par l'ancienneté. Mais le Yildiz (le Palais du Sultan), malgré sa résistance barbare aux exigences du développement historique, a été contraint d'eupéaniser son armée dans une certaine mesure et de l'ouvrir aux hommes cultivés du pays. Ces derniers n'ont pas attendu pour profiter de l'occasion. L'insignifiance de l'industrie turque et bas développement de la culture urbaine ne laissaient à l'intelligentsia turque guère d'autre choix que la carrière militaire ou l'administration. Aussi l'Etat organisait-il en son sein l'avant-garde militante de la nation bourgeoise en formation : l'intelligentsia critique et mécontente. Les dernières années avaient vu une série ininterrompue de désordres dans l'armée turque dus aux non-paiements de la solde ou aux retards dans les promotions. Les troupes s'emparèrent d'une station télégraphique et entamèrent des négociations directes avec le Palais. La camarilla du Sultan n'avait d'autre choix que de s'incliner et, de cette manière, régiment après régiment, l'armée s'instruisait à l'école de la rébellion.

Après le succès de la révolte, nombre de politiciens européens et de journalistes ont parlé d'un air mystérieux de l'organisation brillamment conçue par les "jeunes Turcs" dont on disait qu'elle avait étendu ses tentacules partout. Cette conception naïve ne faisait que refléter la superstition de caractère fétichiste que provoque le succès.

En fait, les liens révolutionnaires entre les officiers, spécialement dans les garnisons de Constantinople et Adrianople étaient notoirement insuffisants. Ainsi que Niazy Bey et Enver Bey l'admettaient eux-mêmes, la révolte éclata alors que les "jeunes Turcs" étaient "largement sans préparation" pour y faire face. Ce qui vint à leur secours, c'est l'organisation automatique d'une armée. Le mécontentement spontané des soldats affamés et en haillons les conduisit à soutenir naturellement les officiers qui s'opposaient politiquement au gouvernement. Ainsi, la discipline mécanique de l'armée se transforma naturellement en discipline interne de la révolution.

Un effondrement de la machine bureaucratique se combina avec la révolte de l'armée. Dans un petit livre écrit par l'ancien ministre serbe Vladan Georgievic, nous trouvons l'information selon laquelle au début de la révolte, les Kaimakams et les Moutessarifs (administrateurs et administrateurs adjoints des districts de Turquie) de trois districts macédoniens invitèrent les habitants à envoyer au palais du Sultan des télégrammes réclamant le retour à la Constitution de 1876. Dans ces conditions, Abdul Hamid n'avait rien d'autre à faire que de se proposer comme président honoraire de comités *Shura l Umet* (les comités union et progrès).

Par les tâches qu'elle doit accomplir (l'indépendance économique, l'unité de la nation et de l'Etat, les libertés politiques), la révolution turque correspond à l'autodétermination de la nation bourgeoise et relève en ce sens de la tradition des révolutions de

1789 - 1848. Mais l'armée, conduite par ses officiers, fonctionna comme l'organe exécutif de la nation, et cela donna d'emblée aux événements le caractère planifié de manœuvres militaires. Ce serait néanmoins pure sottise (et bien des gens ont été coupables de ce péché) que de voir dans les événements de juillet dernier en Turquie un simple pronunciamiento et de les traiter comme similaires à un quelconque coup d'Etat militaro-dynastique en Serbie. La force des officiers turcs et le secret de leur succès ne reposent pas dans un plan brillamment organisé ou dans des talents conspiratifs d'une habileté diabolique, mais dans la sympathie active que leur ont manifesté les classes les plus avancées de la société : les marchands, les artisans, les ouvriers, des secteurs de l'administration et du clergé et enfin les masses de la campagne incarnées dans les masses paysannes.

Mais toutes ces classes entraînent avec elles, non seulement leur "sympathie" mais aussi leurs intérêts, leurs revendications et leurs espoirs. Leurs aspirations sociales, longtemps étouffées, s'expriment maintenant ouvertement alors qu'un Parlement leur fournit un centre pour les présenter. D'amères désillusions attendent ceux qui pensent que la révolution turque est déjà terminée. Parmi ceux qui seront déçus, ne figurera pas seulement Abdul Hamid mais aussi, semble-t-il, le Parti des "jeunes Turcs".

Au premier plan et avant tout, figure la question nationale. Le caractère mêlé de la composition de la population turque, en ce qui concerne les nationalités et les religions, conduit à l'émergence de puissantes tendances centrifuges. L'ancien régime espérait les surmonter par le poids mécanique de l'armée, exclusivement formée de musulmans. En fait, c'est cela qui a abouti à la désintégration de l'Etat. Sous le règne d'Abdul Hamid, la Turquie a perdu la Bulgarie, la Roumélie orientale, la Bosnie, l'Herzégovine, l'Egypte, la Tunisie et le Dobruja. L'Asie mineure est devenue la proie impuissante de la dictature économique et politique de l'Allemagne. A la veille de la révolution, l'Autriche était sur le point de construire une ligne de chemin de fer traversant le Sanjak (district) de Novibazar pour fournir une voie stratégique en direction de la Macédoine.

D'autre part, l'Angleterre, en opposition à l'Autriche, soutenait ouvertement un projet d'autonomie macédonienne... Il n'y avait pas de fin visible au démembrement de la Turquie. Pourtant, un territoire économiquement unifié et s'étendant est une condition indispensable à un développement économique. Cela s'applique non seulement à la Turquie mais à la péninsule balkanique dans sa totalité. Ce n'est pas sa diversité nationale mais le fait qu'elle soit émiettée dans de nombreux Etats qui pèse sur elle comme une malédiction. Les frontières douanières la divisent artificiellement en fragments séparés. Les machinations des puissances capitalistes s'unissent aux intrigues sanglantes des dynasties balkaniques. Si ces conditions se perpétuent, la péninsule des Balkans demeurera une boîte de Pandore. Ce n'est qu'un Etat unique de toutes les nationalités balkaniques, sur une base démocratique et fédérale d'après le modèle de la Suisse et des Etats-Unis, qui peut apporter la paix intérieure aux Balkans et assurer les conditions d'un large développement des forces productives.

Les "jeunes Turcs" ont pour leur part définitivement rejeté cette route. Représentant la nationalité dominante et possédant leur propre armée nationale, ils tiennent à être et demeurer des centralistes nationaux. L'aile droite s'oppose constamment à l'auto-gouvernement, même au niveau provincial. La lutte contre de puissantes tendances centrifuges a rendu les "jeunes Turcs" partisans d'une solide autorité centrale et les pousse à un accord avec le Sultan "quand même" (en français dans le texte). Cela signifie que dès que le nœud des contradictions nationales commencera à se défaire au sein du Parlement, l'aile droite des "jeunes Turcs" se dirigera ouvertement du côté de la contre-révolution.

Après la question nationale, vient la question sociale. En premier lieu, il y a la paysannerie. Elle porte le lourd fardeau du militarisme et est soumise à un régime de semi-servage. Un cinquième des paysans étant sans terre, les paysans ont une lourde note à présenter au nouveau régime. Et pourtant, seulement une organisation en Macédoine et Adrianople (le groupe bulgare de Sandanski) et les organisations révolutionnaires arméniennes (les Dashnaks et les Henschaks) ont présenté un programme agraire plus ou moins radical. En ce qui concerne le parti dirigeant "Jeunes Turcs", dans lequel dominent des Beys propriétaires de terres, son aveuglement national-libéral le conduit à nier qu'il y ait jamais existé une question paysanne. Evidemment, les "jeunes Turcs" espèrent qu'une remise à neuf de l'administration, liée aux formes et procédures du parlementarisme, suffira à contenter les paysans. Ils ont bien tort. Le mécontentement à la campagne à l'égard du nouvel ordre des choses trouvera de plus inéluctablement son reflet dans l'armée qui est constituée de paysans. La conscience des soldats a du considérablement croître dans les derniers mois. Et si un parti qui est basé sur des officiers, après n'avoir rien donné aux paysans, tente de resserrer la discipline dans l'armée, il pourrait aisément se produire que les soldats se soulèvent une nouvelle fois mais cette fois contre leurs officiers comme précédemment ces mêmes officiers s'étaient dressés contre Abdul Hamid.

A côté de la question paysanne, il y a la question ouvrière. L'industrie turque est, nous l'avons dit, très faible. Non seulement le régime du sultan a miné les fondations économiques du pays, mais il a délibérément fait obstacle à la construction d'usines, mu par une crainte salutaire du prolétariat. Néanmoins, il s'avéra impossible de préserver complètement le régime contre ce danger. Les premières semaines de la révolution turque furent marquées par des grèves dans les boulangeries, les imprimeries, le textile, les transports publics, les manufactures de tabac, les ouvriers des ports et les cheminots. Le boycott des marchandises autrichiennes aurait dû mobiliser et inspirer encore plus le jeune prolétariat de Turquie - spécialement les dockers - qui joua un rôle décisif dans cette campagne. Mais comment le nouveau régime a-t-il répondu à la naissance politique de la classe ouvrière ? Par une loi imposant les travaux forcés pour fait de grève. Le programme des "jeunes Turcs" n'a pas un mot concernant des mesures précises pour aider les travailleurs. Et pourtant, traiter le prolétariat turc comme une "quantité négligeable" (en français dans le texte) signifie courir le risque de sérieuses surprises. L'importance d'une classe ne doit jamais être évaluée simplement par son nombre. La force du prolétariat contemporain, même lorsqu'il est petit en nombre, repose sur le fait qu'il détient entre ses mains le pouvoir productif concentré du pays et le contrôle des plus importants moyens de communication.

Contre ce fait élémentaire de l'économie politique capitaliste, le parti "jeunes Turcs" se heurtera durement à la réalité.

Telles sont les contradictions sociales profondes, même si elles sont cachées, dans le contexte desquelles le Parlement turc est appelé à fonctionner. De ces 240 députés, les "jeunes Turcs" ont le soutien d'environ 140. Environ 80 députés, essentiellement des Arabes et des Grecs, forment le bloc des "décentralisateurs". Le prince Saba-ed-Din cherche une base d'influence politique par une alliance avec eux - il est difficile de dire aujourd'hui s'il s'agit d'un dilettante rêveur dépourvu de sens commun ou d'un intrigant qui n'a pas encore abattu ses cartes. A l'extrême gauche, se trouvent les révolutionnaires arméniens et bulgares qui incluent dans leurs rangs quelques sociaux-démocrates.

Telle est la physionomie externe de l'assemblée représentative de Turquie. Mais les "jeunes Turcs" et les "décentralisateurs" constituent encore des nébuleuses politiques dont les contours se dessineront en relation avec les problèmes sociaux. Encore plus important toutefois pour le sort du parlementarisme turc, sont les forces qui opèrent hors du Parlement, à savoir les étrangers, les paysans, les travailleurs, la masse des soldats. Chacun de ces groupes veut obtenir la plus large place possible pour lui sous le toit de la nouvelle Turquie. Chacun a ses propres intérêts et suit sa propre courbe dans la révolution. Déterminer à l'avance la

résultante de toutes ces forces dans le Parlement turc par pure spéculation, c'est-à-dire par des calculs effectués dans un bureau ou dans une bibliothèque est une entreprise qui n'a de sens que pour les doctrinaires utopistes du libéralisme. L'histoire ne fonctionne jamais ainsi.

Elle fait s'affronter durement les forces vives du pays et les contraint à produire une "résultante" comme résultat de la lutte. C'est pourquoi je maintiens que la révolte militaire de Macédoine de juillet dernier, qui a conduit à la convocation du Parlement, n'était que le prologue de la révolution : le drame est toujours devant nous.

Que va-t-il se passer en Turquie dans un futur immédiat ? Il serait futile d'essayer de le deviner. Une chose est claire, c'est que la victoire de la révolution signifiera la victoire de la démocratie en Turquie, une Turquie démocratique servirait de fondation à une fédération balkanique et cette fédération balkanique nettoierait une bonne fois pour toutes le "nid de frelons" du Proche-Orient, de ses intrigues capitalistes et dynastiques qui menacent comme un orage, non seulement cette malheureuse péninsule mais l'Europe tout entière.

La restauration du Sultan et de son despotisme signifierait la fin pour la Turquie, laissant l'Etat turc à la merci de ceux qui veulent la démembrer. La victoire de la démocratie turque, au contraire, signifierait la paix. Rien n'est joué ! Et tandis que derrière les grands sourires des diplomates européens à l'égard du Parlement turc se profilent les mâchoires de prédateurs capitalistes, prêts à profiter à la première occasion des difficultés internes de la Turquie pour la mettre en pièces, la démocratie européenne appuie de tout son poids par sa sympathie et son soutien à la "nouvelle" Turquie - la Turquie qui n'existe pas encore, qui est seulement sur le point de naître.

"Kievskaya Mysl" ["La Pensée de Kiev"] - n°3, 3 janvier 1909

Jaurès

Au-dessus de la politique moderne française deux figures dominent : Clémenceau et Jaurès. Il ne serait pas difficile du tout d'expliquer comment Clémenceau trouva au fond de son encier de journaliste, les moyens, qui lui ont permis finalement de conduire le destin de la France. Ce radical « intransigeant », cet effrayant tombeur de ministères s'est avéré être en pratique le dernier recours politique de la bourgeoisie française : il a « anobli » l'autorité de la Bourse avec le drapeau et la phraséologie du radicalisme. Dans ce cas tout est clair jusqu'au dernier degré.

Mais qu'en est-il de Jaurès ? Qu'est-ce qui lui permet de prendre tant de place dans la vie politique de la république ? La force de son parti ? Certes en dehors de son parti Jaurès serait inconcevable, cependant on ne peut se débarrasser de l'impression – en particulier si on jette un regard sur l'Allemagne – que le rôle de Jaurès a dépassé les forces réelles de son parti. Comment expliquer cela ? Par la force de sa personnalité ? Autant le charme personnel peut être une manière satisfaisante d'expliquer les événements dans les limites d'un salon ou d'un boudoir, autant sur l'arène politique les personnalités les plus « titanesques » restent les organes exécutifs des forces sociales.

La solution de l'énigme du rôle politique de Jaurès se trouve dans la *tradition révolutionnaire*.

Quelle est la tradition ? La question n'est pas aussi simple qu'il le semble d'abord. Où se niche-t-elle : dans les institutions financières ? Dans la conscience individuelle ? A première vue elle semble être dans les deux. Cependant après examen, il s'avère qu'elle est quelque part plus en profondeur : dans la sphère de l'inconscient.

Durant une période connue des événements révolutionnaires conduisirent la France, saturèrent son atmosphère de ses idées, baptisèrent de ses noms ses rues et reproduisirent sa triple devise sur les murs des bâtiments publics, du Panthéon aux bagnes. Mais les événements, dans le jeu implacable de leurs forces internes, ont révélé tout leur contenu, la dernière vague s'est levée puis à reflué ; la réaction règne. Avec une obstination infatigable elle a effacé tous les souvenirs, des institutions, des monuments, des documents, du journalisme, du langage quotidien – et ce qui est plus frappant – de la conscience collective. Les faits, les dates, les noms ont été oubliés. Le mysticisme, l'érotisme et le cynisme règnent – où sont les traditions révolutionnaires ? Elles ont disparu sans laisser de trace... Mais quelque chose d'imperceptible arriva, quelque chose commença, quelque souffle étrange est passé dans l'atmosphère de la France – l'oublié revient à la vie et les morts se relèvent. Et les traditions révèlent toute leur puissance. Où se cachaient-elles ? Dans les profondeurs mystérieuses de l'inconscient, quelque part aux extrémités des nerfs exposés au traitement historique, ce qu'aucun décret ne peut abroger ou supprimer. Ainsi à partir de 1793 s'est développé 1830, 1848 et 1871.

Impondérables et éthérées sont ces traditions, cependant elles deviennent un réel facteur de la politique car elles sont capables de prendre forme humaine. Même dans les plus mauvais jours de sa chute, l'esprit du prolétariat français, déchiré en pièces par des factions et des sectes, était debout telle une ombre alarmante au-dessus des pères officiels de la patrie. C'est pourquoi l'influence politique immédiate des travailleurs français a toujours été plus importante que le niveau de leur organisation et leur représentation parlementaire. Et cette force historique qui va de génération en génération fait la puissance de Jaurès.

Mais ce Jaurès-là – le porteur de l'héritage – n'est pas tout Jaurès. Il nous montre un autre côté, celui d'un parlementaire de la troisième république. Un parlementaire de la tête au pied ! Son monde est celui du pacte électoral, de la tribune parlementaire, de la demande, de la joute oratoire, des accords de coulisse, et parfois des compromis équivoques. Un compromis contre lequel les traditions et les buts de la même façon – du passé et du futur – pourraient rapidement protester. Où est le nœud psychologique qui relie ces deux visages ensemble ?

« L'homme pratique » dit Renan dans un article à propos de (Victor) Cousin, « doit être à la base. S'il a des buts élevés ils l'induiront seulement en erreur. C'est pour cette raison que les grandes personnalités participent seulement à la vie pratique avec leur défaut et leur petites qualités ». Dans ces mots d'un sceptique contemplatif et spirituel épicurien, il n'est pas difficile de trouver la clef des contradictions de Jaurès – la supposition que nous n'avons pas seulement là une calomnie malveillante pour l'homme en général, mais sur Jaurès en particulier. Toute la vie est la pratique, la création et l'acte. « Les buts élevés » ne peuvent pas induire en erreur car il sont seulement ses organes et la pratique gardera toujours son suprême contrôle sur eux. Dire que l'homme pratique – c'est-à-dire l'*homme social* – doit être nécessairement bas, signifie seulement exposer son propre cynisme moral en craignant les conclusions pratiques et se noyer dans des considérations idéalistes.

Jaurès détruit la calomnie de Renan sur l'homme par toute sa stature morale. Un idéalisme efficace le guide même dans ses pas les plus risqués.

Dans les jours les plus sombres du millerandisme – 1902 – j'ai eu l'occasion de voir à la tribune Jaurès aux côtés de Millerand mains dans la main, apparemment liés par une unité complète de buts et de moyens. Mais un inoubliable sentiment me disait qu'un abîme infranchissable les séparait : cet enthousiaste extrême, désintéressé et ardent et ce carriériste parlementaire froid et calculateur. Il y a quelque chose d'irrésistiblement convaincant, une sorte de sincérité athlétique dans sa voix, son visage et son geste.

Sur la tribune il semble immense, pourtant il est plus petit que la taille moyenne. Trapu, la tête bien assise sur le cou, avec des pommettes « dansantes » expressives, les narines gonflées quand il parle totalement pris par le flot de sa passion, en apparence il appartient au même type humain que Danton et Mirabeau. En tant que tribun il est incomparable et ne souffre d'aucune comparaison. Il n'y a pas dans ses paroles ce fin raffinement parfois irritant par lequel Vandervelde brille. Il ne peut être comparé à la logique implacable de Bebel. L'ironie cruelle et venimeuse de Victor Adler lui est étrangère. Mais dans le tempérament, la passion et l'esprit il est l'égal tous réunis.

Le Russe de nos steppes noires dirait peut-être parfois que les discours de Jaurès ne sont que de la rhétorique oratoire artificielle faussement classique. Il ne ferait que témoigner de la pauvreté de notre culture russe. Les français possèdent une technique oratoire, un héritage commun qu'ils adoptent sans efforts et en dehors duquel ils sont tout aussi inconcevables qu'un « homme respectable sans son costume ». Chaque français qui s'exprime parle bien. Il en est d'autant plus difficile pour un français d'être un grand tribun. Mais Jaurès l'est. Ce n'est pas sa riche technique, ni l'immense et miraculeuse résonance de sa voix, ni la profusion de ses gestes, mais la naïveté quasi-géniale de son enthousiasme qui l'approche des masses et fait de lui ce qu'il est.

Mais nous nous sommes éloignés de notre sujet : quel est le nœud psychologique qui lie Jaurès en tant qu'héritier de la tradition prométhéenne à un parlementaire.

Qu'est-ce que Jaurès ? Un opportuniste ? Ou bien un révolutionnaire ? L'un et l'autre – selon l'instant politique – de plus il est près à aller jusqu'aux extrêmes limites dans chaque direction. Il est toujours prêt à « couronner l'idée par la couronne de l'exécution ».

Durant l'affaire Dreyfus Jaurès a dit : « qui ne saisit pas le main du bourreau qui est pesée sur sa victime deviendra lui-même le complice du bourreau » et sans estimer le résultat politique de la campagne, il se jeta dans la flot des « Dreyfusards ». Son maître, ami et irréconciliable antagoniste Guesde lui a dit : « Jaurès, je vous aime parce que chez vous l'acte suit toujours la pensée ».

« Chaque époque croit, écrit Heine, que sa propre lutte est plus importante que tout le reste. C'est en cela que la foi en une époque consiste et c'est dans cette foi qu'elle vit et meure... »

Dans Jaurès il y a quelque chose au-delà de la foi de son époque : il a l'entrain du moment. Il ne mesure pas les combinaisons politiques passagères à la grande mesure des perspectives historiques. Il est complètement ici dans l'adversité du jour. Et dans la pratique quotidienne, il n'a pas peur d'entrer en contradiction avec son grand but. Il dépense une passion, une énergie et un talent avec une spontanéité si prodigue exactement comme si de chacune des questions politiques dépendait l'issue de la grand lutte entre les deux mondes.

En cela se trouve la force mais aussi la faiblesse fatale de Jaurès. Sa politique manque de proportions, bien souvent il ne voit que les arbres et non la forêt.

« Il y a dans les affaires humaines (dit Brutus de Shakespeare) une marée montante ; qu'on la saisisse au passage, elle mène à la fortune ; qu'on la manque, tout le voyage de la vie s'épuise dans les bas-fonds et dans la détresse. ».

De par sa nature, et l'envergure de son caractère Jaurès était né pour l'époque du grand flot. Mais il était destiné à développer son talent dans une période de profonde réaction européenne. Ce n'est pas sa faute, mais son malheur. Ce malheur a engendré à son tour sa faute. Parmi tous ses talents Jaurès n'en possède pas un : la capacité d'attendre. Non pas d'attendre passivement, sur la mer du temps, mais réunir les forces et préparer les cordages avec la certitude de la prévision d'une future tempête. Il veut immédiatement échanger la pièce sonnante du succès pratique, aux grandes traditions et aux grandes occasions. De là il tombe souvent dans des contradictions insolubles dans les bas-fonds et les désastres de la Troisième République.

Seul un aveugle compterait Jaurès parmi les doctrinaires du compromis politique. Il a seulement apporté son talent, sa passion et sa capacité d'aller jusqu'au bout, - mais il n'en a pas fait un catéchisme. Mais à l'occasion, Jaurès serait alors le premier à déployer la grand-voile et à naviguer des rivages sablonneux à la haute mer...

"Kievskaya Mysl" ["La Pensée de Kiev"] - N° 9, 9 janvier 1909.